L’Orient le Jour

Samedi 23 juin 2018

<u>P.H.B.</u>

La dette libanaise continue de préoccuper Moody’s, qui reste optimiste

Moody’s s’est inquiété dans un rapport publié hier sur le profil de la dette du Liban du poids de cette dernière sur les finances publiques du pays, sans pour autant modifier sa notation souveraine, qu’elle maintient à « B3 » avec perspective stable depuis près d’un an. « Il s’agit d’un rapport périodique qui récapitule ce que l’on savait déjà », constate le chef du département des recherches à la Byblos Bank, Nassib Ghobril.L’agence de notation américaine a souligné en particulier le ratio des intérêts de la dette sur les revenus de l’État qui est, à 42,9 %, le plus élevé des dettes souveraines qu’elle évalue. « Combinée avec une durée de maturité moyenne de cinq ans sur les titres de dettes, cela met en avant la très forte sensibilité (de la dette libanaise, NDLR) à de nouvelles hausses des taux d’intérêt », a estimé Elisa Parisi-Capone, un des cadres de Moody’s auteur du rapport. La dette publique a atteint 81,9 milliards de dollars fin mars (+6,1 % en glissement annuel). Sur ce total, 51,3 milliards de dollars sont libellés en livres (+4,8 %) et 30,6 milliards en devises (+2,4 %).

Le FMI confirme son diagnostic

L’agence a également rappelé que la situation économique du pays a été pénalisée par la conjoncture politico-sécuritaire au niveau régional ainsi que par la situation politique au niveau local, entre autres facteurs. Moody’s, qui évalue la croissance à +1,9 % du PIB en 2017, reste toutefois optimiste et prévoit que le PIB pourrait progresser de 2,5 % en 2018 et de 3 % en 2019. Une dynamique conditionnée à la stabilisation de la situation en Syrie, en conflit depuis 2011, et à la tenue des engagements réciproques du Liban et de ses soutiens lors de la conférence dite CEDRE en avril.Jeudi soir, le Fonds monétaire international a lui aussi publié un rapport dans lequel il souligne une nouvelle fois l’urgence pour les pouvoirs publics libanais de lancer les réformes attendues par les créanciers et les soutiens du pays, notamment pour redresser les finances publiques, alors que le nouveau gouvernement n’a pas encore été formé, un mois et demi après la tenue des élections législatives (voir page 2). « La publication de ce rapport coïncide avec la validation par le conseil d’administration du FMI de ses consultations annuelles au titre de l’article IV. Il n’y a, là aussi, pas grand-chose de nouveau par rapport au diagnostic de l’organisation dans son rapport publié en février, et le timing de cette nouvelle publication n’a aucun lien avec le fait que le gouvernement n’a pas encore été désigné », précise encore M. Ghobril. Plus sévère sur la forme que celui de Moody’s et publié en conclusion de la dernière visite organisée en mai par les experts de l’organisation dans le cadre des consultations au titre de l’article IV, le rapport du FMI table sur une croissance du pays située entre +1 et +1,5 % en 2017.Sur le marché des eurobonds – titres de dette en devises émis par le Liban – les prix baissent mais ne dévissent pas. Selon les derniers chiffres disponibles, les cours des eurobonds arrivant à maturité en 2022 ont atteint hier soir 87,87 dollars ; 81,5 dollars pour ceux arrivant à terme en 2025 ; 80,63 dollars pour ceux de 2026 ; 78,13 dollars pour ceux de 2030, 79,25 dollars pour 2035 ou encore 77,4 dollars pour l’échéance à 2037.